01 mai 2007 -11:50

Discours Verhofstadt - 1er mai - MR

EMBARGO: 11H

Discours prononcé par le Premier Ministre Guy Verhofstadt, à l'occasion de la journée du Mouvement Réformateur du 1er mai.

Jodoigne, le 1er mai 2007

EMBARGO: 11HDiscours prononcé par le Premier Ministre Guy Verhofstadt, à l'occasion de la journée du Mouvement Réformateur du 1er mai.Jodoigne, le 1er mai 2007

Cher Didier,Chers amis,Nous nous approchons de la fin de la deuxième législature de la coalition violette. Huit années de violette. Huit années de libéraux au gouvernement. Huit années que nous faisons la différence au sein de ce gouvernement. Et les résultats sont là. Au fil du temps, le bilan est devenu impressionnant. Voici huit années consécutives que nous avons un budget en équilibre. Aujourd'hui, c'est l'évidence même. En 1999, en revanche, personne n'y croyait. Voilà des années que notre croissance économique dépasse la moyenne de la zone euro. Et cette année encore, les banques estiment que la croissance dépassera les prévisions.Ces chiffres n'ont rien d'abstrait. En effet, ces derniers se rapportent à des entreprises fleurissantes, et à de nouvelles entreprises. Jamais autant de nouvelles entreprises n'ont été créées en Belgique. La confiance en notre économie est, elle aussi, importante. Tant auprès des producteurs qu'auprès des consommateurs. Le chômage a diminué d'un cinquième par rapport à 1999. Nous sommes passés de 9 à 7,5 pour cent, soit plus de quatre millions trois cent mille personnes qui exercent un emploi.Quatre années durant, l'opposition nous a vilipendés et ridiculisés pour avoir promis de créer 200.000 nouveaux emplois. Aujourd'hui, l'opposition, nous ne l'entendons guère. Car notre promesse, nous y avons été fidèles. 200.000 nouveaux emplois ont été créés.Chers amis,La semaine passée, une vice-première socialiste déclarait à la télévision que ce gouvernement n'avait pas été assez social. Certains y voient la preuve ultime pour prétendre que ce gouvernement a été trop libéral. Certes, il était libéral. Et vraisemblablement il n'a pas été assez socialiste. Mais il n'est pas vrai qu'il n'était pas social. Que du contraire. Grâce à Sabine Laruelle, les travailleurs indépendants disposent, pour la première fois, d'un statut social à part entière. Leur pension a été majorée, leurs allocations familiales augmentées et tous bénéficient désormais de l'assurance petits risques. A vous de me répondre : n'est-ce pas social ? Grâce à Armand De Decker, nos efforts consentis en matière de coopération au développement ont été intensifiés. Grâce à Hervé Jamar, nous avons enfin lutté fermement contre la fraude sociale et fiscale. Grâce à Gisèle Mandaila, une attention particulière a été accordée aux ménages et aux personnes handicapées. Et grâce à Didier Reynders, un ménage moyen paye quatre mille euros d'impôts en moins par rapport à il y a huit ans. Il s'agit là de la diminution d'impôt la plus importante de l'histoire belge.Chers amis, s'il est vrai qu'elle n'est pas socialiste, cette politique est bel et bien sociale et libérale. Et cette politique sociale et libérale, nous entendons la poursuivre ces quatre prochaines années. Car les défis restent de taille. Prenons à titre d'exemple l'industrie automobile. Ces dernières années, nous avons essuyé des revers. Nombre d'emplois ont été perdus dans le secteur de l'assemblage automobile. Pensons à Ford Genk. Pensons à Volkswagen Forest. Mais, contrairement au passé, contrairement à Renault Vilvorde, les usines n'ont pas fermé leurs portes. Bien au contraire, de nouveaux modèles ont été attribués. Un second souffle. Et ce, entre autres, grâce aux efforts consentis par le gouvernement. Pour l'heure, je m'attèle au dossier Opel. La situation n'est pas simple. Mais j'espère pouvoir éviter pour la troisième fois, comme pour Ford et Volkswagen, un deuxième Renault Vilvorde.Chers amis,Nous avons préparé l'avenir ces huit dernières années. Nous avons conclu le contrat de solidarité entre générations.

De telle sorte que les travailleurs restent actifs plus longtemps. Cela s'imposait en vue d'accompagner l'évolution du vieillissement et de garantir l'accès à la sécurité sociale. Mais gare aux illusions. Un seul contrat de solidarité ne suffira pas. Nous devons poursuivre les réformes. Nous devons poursuivre la sauvegarde de l'avenir. L'immobilisme des démocrates-chrétiens serait catastrophique pour notre pays. Les anciennes recettes socialistes le seraient tout autant.Seules les idées libérales, fortes et novatrices, apportent des solutions. Une nouvelle réforme fiscale s'impose. La concurrence ne s'amoindrit en effet pas, au contraire. Nous devons encore simplifier, réduire et réorienter notre fiscalité. Passer des charges sur le travail à une imposition de la consommation et de la pollution. De sorte à réduire le coût de notre production et de notre travail tout en nous attelant au plus grand défi, à savoir le réchauffement de la planète.Mais ce n'est point la seule réforme que nous entendons poursuivre dans les années à venir. Plus de personnes doivent trouver un emploi. Nous devons transformer les allocations de chômages en une véritable assurance contre le chômage. Ceux qui perdent leur emploi recevront plus. Ceux qui ne font aucun effort verront leurs allocations limitées dans le temps. Aucune allocation de chômage ne devrait constituer un piège à l'emploi. « Activer » est et reste le mot d'ordre.Le concept de la carrière professionnelle, nous devons oser le réformer. Aujourd'hui, tout le monde travaille trente-huit heures par semaine, et ce pendant quarante-cinq ans. Ces temps sont révolus. Les travailleurs comme les employeurs demandent davantage de flexibilité. C'est pourquoi nous devons introduire un compte-carrière qui prend comme point de départ non pas le nombre d'années, mais bien le nombre total d'heures prestées. Les gens devront de toute façon travailler plus longtemps. Mais ils pourront organiser leur travail de manière flexible, en fonction de leur famille, en fonction de leurs souhaits personnels.Chers amis,Notre économie se porte bien. Notre bourse bat record sur record. Nos entreprises enregistrent des bénéfices record. Ce qui se traduit par des salaires plus élevés, en soi une bonne chose. Un signe que tout tourne bien, que nos entreprises tournent. Mais nous voyons aussi s'accentuer la jalousie. Certains lancent même des appels à une limitation des bénéfices et des salaires. Ils veulent introduire une taxe pour écumer les salaires plus élevés. J'estime que ce n'est pas du tout la bonne méthode. La jalousie ne sert à rien. Qui plus est, en moins de rien, nous ferions face à un nouvel impôt, alors que ces dernières années, nous avons supprimé l'impôt de crise et les tarifs de 55 et de 52,5%. Je le réitère, la jalousie ne sert à rien. Nous devons, en revanche, permettre à tout travailleur de profiter de ces bons résultats. Voilà ce qui serait juste. En d'autres termes, plutôt que d'instaurer une « graaitaks » sur les cadres, nous devons introduire un bonus au profit de l'ensemble des travailleurs. Car ce sont eux, travailleurs et cadres, qui, ensemble, ont engrangé ces meilleurs résultats et bénéfices supérieurs.Concrètement, je plaide pour un bonus accompagné d'une obligation de résultats qui viendrait s'ajouter au salaire. Il serait fonction de certains objectifs en matière de chiffre d'affaires, de bénéfice, de qualité ou de satisfaction des clients et déterminé par entreprise, groupe, société, établissement ou section. Le travailleur pourrait toucher ce bonus sous trois formes : en liquides, en actions ou sous la forme d'un ajout à son deuxième pilier de pension. Une combinaison de ces trois formes devrait également être possible. Cette proposition, nous, libéraux, la mettront sur la prochaine table de négociation.Chers amis,Quarante jours nous séparent des élections. Quarante jours pour convaincre la population du travail de qualité que nous avons accompli. Quarante jours pour réfuter la critique injustifiée de l'opposition. Quarante jours, chers amis, pour prouver que les libéraux ont le programme le plus prévoyant. Que les libéraux ont les meilleures idées. Que les libéraux sont les seuls qui réformeront notre pays, qui le prépareront à l'avenir. Avec Didier et Louis, je puis vous dire que nous, libéraux, sommes prêts.Je vous remercie.

© 2020 - news.belgium.be